

# LE SOCIALISME

(version marxiste originale)

**Le 26 juin 2024**

Je vous propose une contribution politique reposant sur un article de Trotsky de 1935 qui globalement demeure d'actualité, vous pourrez en juger par vous-même.

Si j'ai reproduit en avant-propos la substance de cet article, c'est parce qu'elle peut servir de base à l'enseignement du marxisme pour les militants ou les travailleurs qui ignorent tout de notre mode de pensée, le matérialisme dialectique appliqué scientifiquement à l'histoire ou à la lutte des classes, au processus historique dont nous sommes les acteurs essentiels, j'entends, l'immense masse des travailleurs à l'échelle mondiale.

Pour définir l'orientation de notre courant politique, on pourrait pratiquement reprendre à la lettre l'analyse de Trotsky en corrigeant les quelques erreurs inévitables qu'elle comportait, et en faisant l'impasse sur les passages devenus obsolètes. Quant aux différents acteurs politiques, ils n'ont pratiquement pas changé non plus, au besoin on procèdera aux modifications ou adaptations nécessaires pour ne pas s'égarer au cours de notre lecture et réflexion de ce brillant exposé.

Extraits annotés de l'article rédigé par Trotsky et publié anonymement par le Groupe bolchevik-léniniste dans La Vérité n° 232, 28 mars 1935.

- Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes, se forme et mûrit une situation révolutionnaire. (...)

Le développement du fascisme est en soi le témoignage irréfutable du fait que la classe ouvrière a terriblement tardé à remplir la tâche posée depuis longtemps devant elle par le déclin du capitalisme. (...)

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce seul indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. (...)

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

La pensée marxiste est dialectique : elle considère tous les phénomènes dans leur développement, dans leur passage d'un état à un autre. La pensée du petit bourgeois conservateur est métaphysique : ses conceptions sont immobiles et immuables, entre les phénomènes il y a des cloisonnements imperméables. L'opposition absolue entre une situation révolutionnaire et une situation non-révolutionnaire représente un exemple classique de pensée métaphysique, selon la formule : ce qui est, est ; ce qui n'est pas, n'est pas et tout le reste vient du Malin.

Dans le processus de l'histoire, on rencontre des situations stables tout à fait non-révolutionnaires. On rencontre aussi des situations notoirement révolutionnaires. Il existe aussi des situations contre-révolutionnaires (il ne faut pas l'oublier !). Mais ce qui existe surtout à notre époque de capitalisme pourrissant ce sont des situations intermédiaires, transitoires : entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire, entre une situation prérévolutionnaire et une situation révolutionnaire ou... contre-révolutionnaire. C'est précisément ces états transitoires qui ont une importance décisive du point de vue de la stratégie politique. (Je pense qu'à l'heure où nous rédigeons ces lignes, la situation en France serait transitoire entre une situation non-révolutionnaire et une situation prérévolutionnaire". A confirmer ou non. - J-C) (...)

...dans un pays capitaliste comme la France, il ne peut y avoir de luttes révolutionnaires sans grève générale : si les ouvriers et les ouvrières, pendant les journées décisives, restent dans les usines, qui donc se battra ? La grève générale s'inscrit ainsi à l'ordre du jour. Mais la question du moment de la grève générale est la question de savoir si les masses sont prêtes à lutter et si les organisations ouvrières sont prêtes à les mener au combat.

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant ! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. (...)

La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

Le même rapport se retrouve, non seulement entre les partis (ou les syndicats) et le prolétariat, mais aussi à l'intérieur de chacun des partis. (...)

La base du Parti socialiste, comme du Parti communiste, est plus à gauche, plus révolutionnaire, plus hardie que ses sommets : c'est précisément pourquoi elle est prête à donner sa confiance seulement aux chefs de gauche. Plus encore : elle pousse les socialistes sincères toujours plus à gauche. Pourquoi donc la base se radicalise-t-elle elle-même ? Parce qu'elle se trouve en contact direct avec les masses populaires, avec leur misère, avec leur révolte, avec leur haine. Ce symptôme est infallible. On peut se fier à lui. (Je ne suis pas certain que ce diagnostic soit correct de nos jours, cela dit pourquoi pas, car toutes les classes se radicalisent lorsque surgit une crise politique, jusqu'à quel point ou jusqu'où peuvent-elles aller dans cette direction-là, tout dépend de leurs conditions précises qu'on examinera plus loin. J-C) (...)

Les chefs du Parti communiste peuvent, certes, invoquer le fait que les masses ne font pas écho à leurs appels. Or, ce fait n'infirme pas, mais confirme notre analyse. Les masses ouvrières comprennent ce que ne comprennent pas les « chefs », c'est-à-dire : dans les conditions d'une très grande crise sociale une seule lutte économique partielle, qui exige d'énormes efforts et d'énormes sacrifices, ne peut pas donner de résultats sérieux. Pis encore : elle peut affaiblir et épuiser le prolétariat. Les ouvriers sont prêts à participer à des manifestations de lutte et même à la grève

générale, mais non pas à de petites grèves épuisantes sans perspective. (Remplacer le Parti communiste par les chefs du Nouveau Front populaire. - J-C)

Malgré les appels, les manifestes et les articles de L'Humanité, les agitateurs communistes n'apparaissent presque nullement devant les masses en prêchant des grèves au nom des « *revendications partielles immédiates* ». Ils sentent que les plans bureaucratiques des chefs ne correspondent absolument pas à la situation objective, ni à l'état d'esprit des masses. Sans grande perspective, les masses ne pourront et ne commenceront à lutter. La politique de L'Humanité est la politique d'un pseudo-« *réalisme* » artificiel et faux. L'insuccès de la CGTU dans la déclaration de grèves partielles est la confirmation indirecte, mais très réelle de la profondeur de la crise et de la tension morale dans les quartiers ouvriers. (Remplacer L'Humanité par les composantes du Nouveau Front populaire. - J-C)

Il ne faut pourtant pas croire que la radicalisation des masses continuera d'elle-même, automatiquement. La classe ouvrière attend une initiative de ses organisations. Quand elle en sera venue à la conclusion que ses attentes sont trompées - et cette heure n'est peut-être pas si loin - le processus de radicalisation se brisera, se transformera en manifestations de découragement, de prostration, en des explosions isolées de désespoir. À la périphérie du prolétariat, des tendances anarchistes côtoieront des tendances fascistes. Le vin se sera changé en vinaigre. (C'est effectivement ce qui nous guette demain. - J-C)

Les changements de l'état d'esprit politique des masses exigent la plus grande attention. Sonder cette dialectique vivante à chaque étape, c'est la tâche de l'agitation. Actuellement, le front unique reste criminellement à la fois en retard sur le développement de la crise sociale et sur l'état d'esprit des masses. Il est encore possible de rattraper le temps perdu. Mais il ne faut plus perdre de temps. L'histoire compte maintenant non pas par années, mais par mois et par semaines.

Pour déterminer à quel degré les masses sont prêtes à la grève générale et en même temps renforcer l'état d'esprit combatif des masses, il faut mettre devant elles un programme d'action révolutionnaire. (Trotsky poursuivait en indiquant que les revendications transitoires ou partielles étaient insuffisantes pour les motiver, il expliquait pourquoi. - J-C)

Au-dessus de toutes les tâches et revendications partielles de notre époque se trouve la question du pouvoir. (...) Les élections municipales et parlementaires peuvent avoir leur importance, en tant qu'évaluation des forces-pas plus. La question sera tranchée par le conflit déclaré des deux camps. Les gouvernements du type Doumergue, Flandin, etc., n'occupent l'avant-scène que jusqu'au jour du dénouement définitif. Demain, ce sera ou bien le fascisme ou bien le prolétariat qui gouvernera la France. (Nous en sommes aussi là, d'où l'importance de ces enseignements. - J-C)

Précisément parce que le régime étatique intermédiaire actuel est extrêmement instable, la grève générale peut donner de très grands succès partiels, en contraignant le gouvernement à en venir à des concessions (...). Mais un tel succès, extrêmement précieux et important en lui-même, ne rétablira pas l'équilibre de la « *démocratie* » : le capital financier redoublera les subsides au fascisme et la question du pouvoir, peut-être après une courte pause, se posera avec une force redoublée.

L'importance fondamentale de la grève générale, indépendamment des succès partiels qu'elle peut donner, mais aussi ne pas donner, est dans le fait qu'elle pose d'une façon révolutionnaire la question du pouvoir. Arrêtant les usines, les transports, en général tous les moyens de liaison, les stations électriques, etc., le prolétariat paralyse par cela même non seulement la production, mais aussi le gouvernement. Le pouvoir étatique reste suspendu en l'air. Il doit, soit dompter le

prolétariat par la faim et par la force, en le contraignant à remettre de nouveau en mouvement la machine de l'Etat bourgeois, soit céder la place devant le prolétariat.

Quels que soient les mots d'ordre et le motif pour lesquels la grève générale a surgi, si elle embrasse les véritables masses et si ces masses sont bien décidées à lutter, la grève générale pose inévitablement devant toutes les classes de la nation la question : qui va être le maître de la maison?

Les chefs du prolétariat doivent comprendre cette logique interne de la grève générale, sinon ce ne sont pas des chefs, mais des dilettantes et des aventuriers. Politiquement, cela signifie : les chefs sont tenus dès maintenant de poser devant le prolétariat le problème de la conquête révolutionnaire du pouvoir. Sinon, ils ne doivent pas se hasarder à parler de grève générale. Mais en renonçant à la grève générale, ils renoncent par cela même à toute lutte révolutionnaire, c'est-à-dire ils livrent le prolétariat au fascisme. (C'est ce qu'on fait par la suite sociaux-démocrates et staliniens en Espagne, en Italie, en Allemagne, en Grèce, au Chili, bref, partout où la crise politique parvint à maturité au cours du XXe siècle sur tous les continents. - J-C)

Ou la capitulation complète ou la lutte révolutionnaire pour le pouvoir - telle est l'alternative qui découle de toutes les conditions de la crise actuelle. Celui qui n'a pas compris cette alternative n'a rien à faire dans le camp du prolétariat. (On ne pouvait pas mieux dire, n'est-ce pas ? - J-C) (...)

Le secret du succès, évidemment, n'est pas dans la « *lutte physique* » elle-même, mais dans une juste politique. Or, nous appelons juste la politique qui répond aux conditions du temps et du lieu. (Bien que Trotsky porta des appréciations erronées sur la situation en France que chacun pourra repérer dans cet article, globalement son orientation politique était correcte et ses intentions au-dessus de tout soupçon. J-C) (...)

Le problème historique n'est pas d'unir mécaniquement toutes les organisations qui subsistent des différentes étapes de la lutte des classes, mais de rassembler le prolétariat dans la lutte et pour la lutte. Ce sont deux problèmes absolument différents, parfois même contradictoires.

Mais c'est un fait qu'en France il n'y a pas de parti révolutionnaire. (De nos jours non plus, mais il ne faut pas désespérer. - J-C) (...)

L'unité est une chose magnifique, mais pas sur une base pourrie. La tâche progressive consiste à rassembler les ouvriers socialistes et communistes sur la base du programme international de Marx et de Lénine. (En 2024 aussi, mais qui le connaît de nos jours ? - J-C) (...)

Pour vaincre l'ennemi, l'avant-garde du prolétariat doit s'assimiler les méthodes marxistes révolutionnaires, incompatibles et avec l'opportunisme et avec le stalinisme. Réussira-t-elle à remplir cette tâche ? Engels écrivit jadis : « *Les Français s'améliorent toujours à l'approche des combats* ». Espérons qu'ils justifieront pleinement cette fois-ci l'appréciation de notre grand maître. Mais la victoire du prolétariat français n'est concevable que si du feu de la lutte il fait sortir un parti véritablement révolutionnaire, qui deviendra la pierre angulaire de la nouvelle Internationale. Telle serait la voie la plus courte, la plus avantageuse, la plus favorable pour la révolution internationale. (Gageons que "*les Français*" se surpasseront une fois de plus ou ne feront pas défauts, car les exploités du monde entier ont les yeux braqués vers vous actuellement, votre défaite serait également la nôtre en Inde où je vis. - J-C) (...)

« *Attendre* », « *faire durer* », « *gagner du temps* », tels sont les mots d'ordre des réformistes, des pacifistes, des syndicalistes, des staliniens, Cette politique se nourrit de l'idée que le temps travaille

pour nous. Est-ce vrai ? C'est radicalement faux ! Si, dans une situation prérévolutionnaire, nous ne menons pas une politique révolutionnaire, alors le temps travaille contre nous. (...)

Le rapport politique des forces est déterminé non pas seulement par des données objectives (rôle dans la production, nombre, etc.), mais subjectives ; la conscience de sa force est le plus important élément de force réelle. Tandis que le fascisme élève de jour en jour la confiance des petits bourgeois déclassés en eux-mêmes, les groupes dirigeants du front unique affaiblissent la volonté du prolétariat. Les pacifistes, disciples de Bouddha et de Gandhi, et non de Marx et de Lénine, s'exercent à prêcher contre la violence, contre l'armement, contre la lutte physique. Les staliniens prêchent au fond la même chose, en invoquant seulement la « *situation non-révolutionnaire* ». Entre les fascistes et les pacifistes de toute nuance s'établit une division du travail : les uns renforcent le camp de la réaction, les autres affaiblissent le camp de la révolution. Telle est la vérité non camouflée ! (...)

Les forces du prolétariat ne sont pas dépensées. La petite bourgeoisie n'a pas encore fait son choix. On a perdu beaucoup de temps, mais les derniers délais ne sont pas encore épuisés.

La victoire est possible ! Plus encore : la victoire est assurée - autant que la victoire puisse être assurée par avance - à une seule et unique condition : il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire, il faut renverser les obstacles, il faut culbuter l'ennemi et lui mettre le genou sur la poitrine.

Camarades, amis, frères et sœurs ! Les bolcheviks-léninistes vous appellent à la lutte et à la victoire!

### **Revenons en France en juin 2024, 89 ans plus tard.**

Si la question des salaires est réellement la priorité de la majorité des travailleurs toutes classes confondues, c'est le Nouveau Front populaire qui devrait l'emporter ou obtenir la majorité des sièges à l'Assemblée nationale sans obtenir la majorité absolue, je vais expliquer pourquoi plus loin. Toutefois, si j'emploie le conditionnel, c'est à cause de la nature de la majorité de candidats investis par le Nouveau Front populaire, dont ceux du PS et ses satellites, ainsi que ceux d'EELV ouvertement réactionnaires ou connus comme tels. Quant à ceux du PCF et du NPA, ils rebuteront de très nombreux électeurs qui se remémoreront les années sombres du stalinisme.

Quelle soit l'issue de ces élections, la France sera vouée au chaos ou ingouvernable, elle sera livrée à une profonde crise politique qui pourrait rapidement se transformer en crise révolutionnaire sans qu'on puisse en déterminer l'issue à l'heure qu'il est, encore faudrait-il dans un premier temps que la situation devienne prérévolutionnaire, ce qui ne semble pas être le cas aujourd'hui.

Bien que la sévère défaite que Macron et Ensemble ont subie lors des élections européennes témoigne que la majorité de la classe ouvrière et des pans entiers des classes souhaitent ardemment un changement radical de politique, elles demeurent largement divisées (et inorganisées) quant au moyen à employer pour imposer leurs aspirations. Il est donc encore trop tôt pour déterminer dans quelle direction elles vont s'orienter et si elles se mobiliseront pour obtenir satisfaction. Autrement dit, on n'est pas en mesure d'affirmer si la situation pourrait devenir prérévolutionnaire, et dans quelle mesure elle pourrait déboucher sur une crise révolutionnaire, toujours est-il, l'heure de l'affrontement direct entre les classes est inéluctable à brève échéance.

Quelle sera la réaction des différentes classes au lendemain des 30 juin et 7 juillet ?

La classe dominante pourrait profiter de l'occasion pour procéder à un nouveau coup d'État institutionnel en recourant à l'article 16 de la Constitution confiant tous les pouvoirs à Macron,

autrement dit instaurant un régime totalitaire ou fasciste suspendant tous les libertés individuelles et collectives, donc politiques, prenant le risque de déclencher une réaction violente ou un affrontement direct avec les éléments organisés ou non les plus déterminés du prolétariat, ce qui marquerait le début d'une guerre civile qu'elle entendrait gagner en procédant notamment à un bain de sang, car la bourgeoisie française ne pourrait pas se permettre le luxe d'une telle défaite, les dictateurs de Davos ne lui permettrait pas, car ils comptent bien en faire un exemple pour mater le prolétariat et les classes moyennes récalcitrantes partout en occident, et ailleurs dans le monde. Ensuite, une fois cette condition remplie, ils pourraient peut-être déclencher la Troisième Guerre mondiale qui les démange depuis si longtemps, à moins qu'ils estiment que ce ne soit plus nécessaire. Or, ce serait une erreur de le croire, car l'écrasement du prolétariat et du mouvement ouvrier n'aurait pas réglé pour autant la crise qui ronge les fondements du capitalisme, seule une guerre hautement dévastatrice leur offrirait un nouveau répit de quelques décennies avant la prochaine crise. On ne doit jamais perdre de vue que ce sont des facteurs économiques qui sont à l'origine de la crise du capitalisme et qui déterminent la stratégie du sommet de l'oligarchie financière anglo-saxonne.

Une partie des couches des classes moyennes les plus durement frappées au cours des dernières années, ainsi que celles dites progressistes, seront tentées de rejoindre celles de la classe ouvrière liées au mouvement ouvrier ayant connu le même sort, tandis que les autres s'accrocheront désespérément à leurs privilèges gravement menacés et pencheront de préférence vers l'extrême droite pour tenter de les sauver, puisque le parti conservateur n'est plus en mesure d'assumer ce rôle protecteur, elles pourraient recevoir le renfort du lumpenprolétariat.

Comme l'a expliqué Trotsky, c'est l'attitude des dirigeants du Nouveau Front populaire et des syndicats qui déterminera en grande partie l'évolution du rapport de forces entre les classes, s'ils tergiversent et renient leurs engagements face à la mobilisation de la réaction, il est à craindre que la situation prérévolutionnaire avorte et que nous nous retrouvions sous un régime ouvertement totalitaire. En l'absence d'un véritable parti ouvrier révolutionnaire ancré dans les masses, on voit mal quelle autre alternative pourrait se présenter dans un premier temps.

Reste à savoir comment réagira la majorité des militants du mouvement ouvrier aujourd'hui profondément divisés ou bourrés d'illusions dans le Nouveau Front populaire. Parviendront-ils à se mobiliser dans l'unité et à submerger les appareils pourris de ses partis et des syndicats, à se doter d'une nouvelle direction sur la base d'un programme révolutionnaire se fixant comme objectif un changement de régime politique et économique, renouant ainsi avec le socialisme, la réponse dans les semaines à venir.

Ce qu'il faut retenir, c'est que sans une politique "*juste*", c'est-à-dire mettant à l'ordre du jour la rupture avec le capitalisme et les institutions de la Ve République, la question du pouvoir et de l'Etat, il n'y a rien à espérer, c'est l'avertissement que nous a donné Trotsky. Nos dirigeants l'auront-ils en mémoire, je l'ignore, peu importe, cela ne doit pas nous empêcher de le porter à la connaissance de tous les militants ou travailleurs que nous croisons et d'en discuter avec eux.

Nous soutiendrons le parti qui aura adopté cette orientation politique, à condition bien sûr qu'il ne se livre pas à côté à un double langage consistant à alimenter des illusions dans les composantes du Nouveau Front populaire, car il n'y a absolument rien à en tirer, puisque sa fonction ou sa nature, sa véritable raison d'être est contrerévolutionnaire.

C'est la révolution prolétarienne et socialiste qui est à l'ordre du jour, une révolution politique et sociale.

Elle aura pour tâche d'engager le processus conduisant à l'abolition du capitalisme, et de procéder à l'élection d'une Assemblée constituante souveraine en s'appuyant sur la mobilisation révolutionnaire des classes populaires, afin d'instaurer une République sociale sur les cendres des institutions bonapartistes et antidémocratiques de la Ve République.

D'ici en Inde, ce n'est pas évident de suivre de près l'évolution de la situation quotidiennement en France, je crains d'écrire des conneries ou de vous induire en erreur, votre avis ou vos critiques me seront très précieux et toujours les bienvenus. Je vous ai fait grâce de ce que vous saviez déjà sur la situation sociale en France, mieux que moi d'ailleurs. Je n'ai pas voulu non plus plagier Trotsky ou imiter son discours, ma contribution se veut modeste et limitée.

*Il faut vouloir la victoire, il faut aspirer à la victoire*" disait Trotsky, effectivement, c'est cet état d'esprit que nous devrions adopter, que nous devrions communiquer autour de nous pour vaincre notre ennemi. Savons-nous vraiment ce que nous voulons, pas sûr. Savons-nous comment l'obtenir, encore moins, ce n'est pas très rassurant ou cela devrait nous interpeller.

Restons concentrés sur l'essentiel, et laissons momentanément tout le reste de côté, vous verrez qu'on y voit immédiatement plus clair, condition pour aller de l'avant. Bonne chance !